

# La croissance repartira des régions

Le commissaire européen Michel Barnier ne joue pas la Pythie

La Grande Région moteur de l'Europe, ou le marché européen moteur de la Grande Région? Peu importe, tant que l'activité est soutenue par un élan commun.

Un messageur du bonheur pour la Chambre de commerce du Luxembourg à l'occasion de sa conférence-bilan mise sur pied pour les vingt ans du Marché unique.

Très «antipithique». Michel Barnier, commissaire européen au Marché intérieur, est confiant dans la sortie de la crise, ou plutôt des crises, due notamment à l'action «sans esbroufe» du Premier ministre Jean-Claude Juncker.

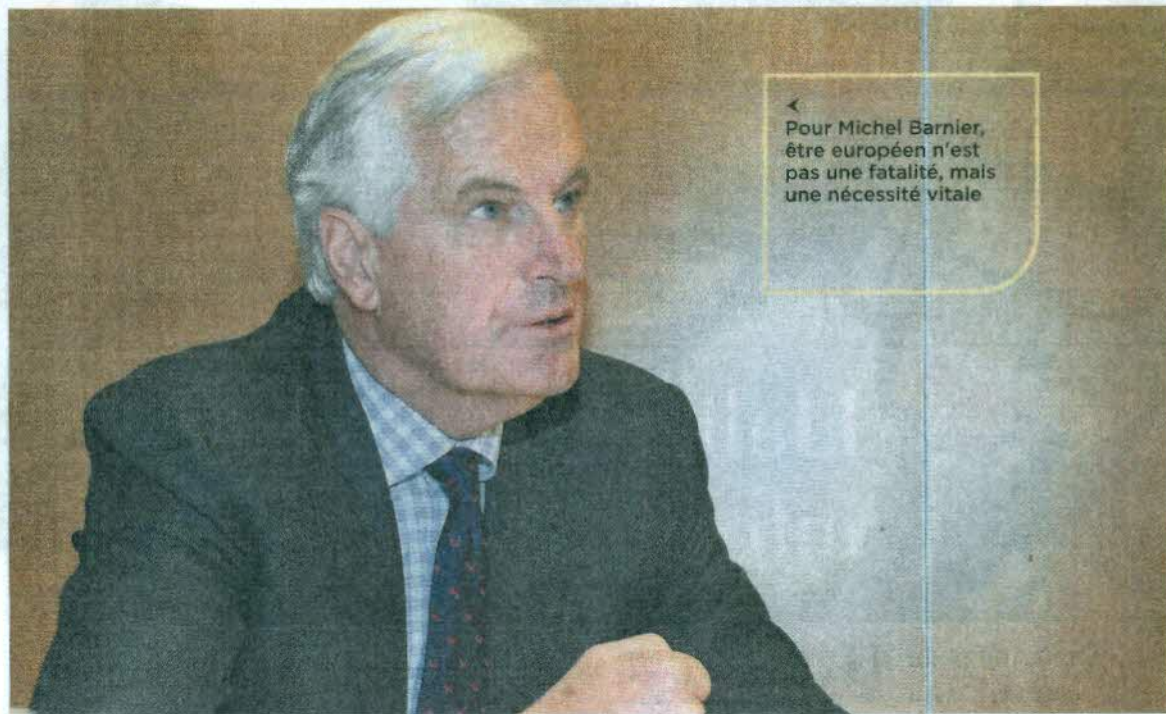
Michel Barnier insiste pour que l'Europe garde une capacité manufacturière et industrielle. S'il pense que le pic de la crise est passé, il compte sur les 21 millions de PME européennes et les «territoires», comme la Grande Région, pour relancer la croissance en Europe. Belle perspective, dans la mesure où la conférence portait justement sur le thème «Le Marché intérieur: moteur de croissance pour la Grande Région?»

«Être européen n'est pas une option, c'est une nécessité vitale. Fabriquer du progrès au-delà des frontières, c'est mieux que se faire la guerre», souligne Barnier, qui a présidé pendant 17 ans un territoire frontalier, la Savoie.

Certes. La Grande Région Saar-lor-lux, vue de Luxembourg, est bien une réalité.

Un quart de tous les frontaliers de l'Union européenne se déplacent chaque jour entre ses frontières, dont 150.000 viennent travailler au Grand-Duché. «Luxembourg doit être la seule capitale au monde qui double sa population à chaque jour de travail», note le ministre d'Etat honoraire Jacques Santer.

Mais la Grande Région doit sans doute aussi se redéfinir, s'organiser. «Mon rôle est d'aider le marché



« Pour Michel Barnier, être européen n'est pas une fatalité, mais une nécessité vitale »

intérieur à se développer», explique le ministre des Infrastructures, Claude Wiseler. L'accent est mis sur la mobilité et les transports. L'attractivité de Luxembourg force à adapter la capacité des voies d'accès.

La mise à 2 X 3 voies de l'autoroute A 31 (ou A3 - A6 selon le côté de la frontière où l'on se trouve) est en discussion, et la «Liaison Micheville» à Esch vers la France pourrait connaître sa première phase en 2014. Sur le rail, on double les liaisons vers la France. Le chemin vers l'Allemagne est un peu plus long et la voie de Bruxelles toujours semée d'embûches budgétaires belges.

## L'union fait la métropole

La réflexion en termes d'infrastructures et de flux de travailleurs ou de marchandises n'est plus basée sur des réseaux en étoile autour d'un pôle d'attraction (Luxembourg par exemple), mais sur le concept de «région métropolitaine polycentrique transfrontalière» (RMPT).

L'idée, suivie depuis 2008, est de dire que la somme des villes

constitutives de la Grande Région, et leur collaboration optimale, leur permet de rivaliser avec les grandes métropoles européennes, dont elles sont loin d'approcher la taille prises seules. Cette association leur donne une masse critique qui les met sur un pied d'égalité avec Hambourg ou Barcelone.

«La Grande Région est un laboratoire exceptionnel pour le Marché unique, qui est le plus grand marché du monde, estime le président de la Chambre de commerce, Michel Wurth.

Il exprime deux craintes par rapport au grand marché: que les carences dans la solidarité européenne mènent à sa fragmentation, et que la multiplicité de textes légaux de plus en plus difficiles à transposer dans le droit national ne soient une entrave au développement économique.

«On peut faire encore plus, et mieux, estime Michel Wurth. Il faudra notamment comprendre pourquoi la reprise a été beaucoup plus rapide dans un marché comme les Etats-Unis, et en tirer les leçons pour l'Europe.»

THIERRY NELISSEN

## TERRITOIRE A DEPOUSSIERER

Passablement hétéroclite, la Grande Région s'étend des portes de Bruxelles aux Vosges en caressant les rives du Rhin. Elle n'a pas de compétences législatives ou réglementaires. Quel est finalement le point commun entre un habitant de Tournai et un citoyen de Sarrebruck? «Certes, mais qu'ont en commun aussi un Napolitain et un habitant de Copenhague? Or, ils appartiennent tous deux à l'Union européenne», rétorque Roger Cayzelle, président du Conseil économique, social et environnemental de Lorraine (CESE). «Avoir le sentiment d'appartenance à une région, avoir un destin commun sont des éléments qui peuvent gommer les différences de langue ou de culture. Mais il est certain que si les citoyens n'éprouvent pas ce sentiment d'avoir un destin commun, nous aurons échoué.»

Jacques Santer, qui fut un des pères de cette Grande Région, jette sur elle un regard critique. Certes, les relations transfrontalières ont été facilitées par la mise en place du Marché unique. Mais les partenaires ont intérêt, s'ils veulent créer ensemble de la croissance, à se trouver les éléments constitutifs d'une identité commune. «Nous sommes 11 millions. Nous avons des forces, un potentiel, des particularités communes, comme cette expérience parallèle des importantes mutations qui nous ont vu passer de l'industrie lourde à un tout nouveau tissu économique.» Chargé de réfléchir à l'avenir de l'entité Saar-lor-lux à l'horizon 2020, l'ancien président de la Commission européenne recommande de concentrer l'espace trop hétérogène de cette Grande Région, et de la doter d'un bureau permanent, apte à en assurer la communication et la promotion, afin que la société civile s'implique plus dans le projet, et que toutes les régions travaillent en bonne collaboration. Il faut une vraie architecture institutionnelle pour faire fonctionner la Grande Région. «Il ne suffira pas d'un nouveau nom et d'un nouveau logo: l'ensemble du système doit être dépeussieré, réorganisé», prévient Jacques Santer.